

MONDE

Liban - Adieu à GEMAYEL sur fond de démonstration de force. Des centaines de milliers de personnes se sont rassemblées sur la place des Martyrs, près de la cathédrale Saint-George des Maronites, où a été célébrée la cérémonie des obsèques du ministre Pierre Gemayel. Ce ministre libanais de l'Industrie avait été assassiné dans une zone chrétienne près de Beyrouth. L'opposition anti-syrienne libanaise a défilé devant la foule pour fustiger Damas et promettre que cet assassinat ne resterait pas impuni. Amine GEMAYEL, le père du défunt, a réclamé le départ du président libanais M. LAHOUD. Le premier ministre M. SINIORA a appelé les six ministres chiites démissionnaires à réintégrer le gouvernement. Ce samedi doit avoir lieu un conseil des ministres sur le tribunal spécial pour l'assassinat d'Hariri.

En Irak, au moins 152 morts à Bagdad. A Sadr City, le bastion chiite de la capitale, dans l'attentat le plus sanglant depuis 2003. Un couvre-feu imposé. Des repréailles ont eu lieu toute la nuit suivante. Il y a eu 120 morts par jour en octobre : c'est le record du nombre de civils tués en un mois.

ONU – Irak. « *La question de la présence militaire est difficile. D'une certaine façon, les Etats-Unis sont pris au piège en Irak, du fait qu'ils ne peuvent rester mais ne peuvent pas partir non plus* », selon le secrétaire général de l'ONU. Kofi ANNAN a fait valoir que les Etats-Unis devraient trouver la date « optimale » pour le départ de leurs troupes pour s'assurer que la situation du pays n'empire pas après ce retrait.

L'Irak et la Syrie ont rétabli leurs relations diplomatiques après une rupture de 25 ans. *Mieux vaut tard que jamais...*

Nucléaire iranien. L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a écarté comme prévu une demande d'assistance iranienne pour la construction d'un réacteur nucléaire à eau lourde à Arak, les Occidentaux craignant que le plutonium produit ne serve à l'arme nucléaire. « *Le projet est gelé* », a déclaré le directeur général de l'AIEA Mohamed ELBARADEI, les choses pourraient changer « *si la confiance était rétablie* » selon lui.

Proche-Orient : les Palestiniens proposent une trêve. Les factions armées seraient prêtes à arrêter les tirs de roquette si Israël met fin à toute intervention militaire. 1^{er} attentat suicide revendiqué par le Hamas en 2 ans. C'était une grand-mère.

OTAN – Afghanistan. Le Premier ministre britannique, Tony BLAIR, en visite dans le pays, a appelé l'OTAN à réaffirmer son engagement dans ce pays jusqu'à ce que « *le travail soit terminé* », alors que l'insurrection des Talibans a atteint cette année une ampleur inégalée. « *C'est maintenant le bon moment avec le sommet de Riga de l'OTAN (28 et 29 novembre) pour se concentrer avec force sur le besoin de rester aux côtés des Afghans sur le chemin vers le progrès* ».

ONU – réforme. Le secrétaire général de l'ONU a encouragé les Etats membres à accepter à titre provisoire une proposition d'élargissement du Conseil de sécurité avec l'instauration de sièges « semi-permanents » d'une durée de huit ou dix ans. Cela permettrait déjà à l'Allemagne, l'Inde, le Brésil ou le Japon de chercher une solution définitive, « *idéale* », depuis l'intérieur du Conseil.

Décès de l'ex-espion russe LITVINENKO. Opposant à POUTINE, il a été empoisonné et hospitalisé à Londres.

EUROPE

Européens de l'étranger. Faciliter la protection diplomatique et consulaire des citoyens de l'Union européenne, tel est l'objectif de la Commission européenne qui va adopter une communication dans les prochains jours. En jeu : la mise en place de bureaux communs offrant une protection diplomatique et consulaire à tous les citoyens européens dont l'Etat membre n'est pas représenté dans un pays tiers. Ce droit à la protection diplomatique qui va donc être développé, figure dans la Charte des droits

fondamentaux de l'UE, mais peu de citoyens le connaissent. La Commission va lancer une campagne d'information, en distribuant des affiches dans les agences de voyage de 13 pays membres.

Sécurité énergétique. Réunion des dirigeants européens à Helsinki face à Vladimir POUTINE. Le climat est tendu après le refus de la Pologne d'autoriser le lancement des négociations sur un nouvel accord de partenariat euro-russe, qui est jugé crucial par les Européens. Le dirigeant russe a appelé l'UE à négocier en estimant qu'il n'y avait pas « *d'obstacle impossible à surmonter* » pour régler la question de l'embargo russe sur la viande polonaise, à l'origine du veto de Varsovie.

Pays-Bas – discussions sur la formation d'un gouvernement. Le parti chrétien-démocrate du premier ministre sortant Jan Peter BALKENENDE l'a emporté aux dernières élections, mais ne dégage pas de majorité claire, même s'il reconduisait son alliance les libéraux du VVD. L'éclatement des votes a profité aux extrêmes. Jan Peter BALKENENDE devra peut-être former une grande coalition droite / gauche sur le modèle allemand. Mais les travaillistes et les chrétiens démocrates divergent sur des sujets qui ont justement divisé les électeurs. Fiscalité, retraites et immigration.

Turquie – négociations d'adhésion. La Turquie ne souhaite pas de suspension partielle des négociations d'adhésion à l'Union européenne et elle juge qu'une telle initiative serait « *dangereuse* » pour toutes les parties. Déclaration de Abdullah GÜL, ministre turc des Affaires étrangères. Il a également annoncé que la Turquie allait poursuivre ses réformes économiques et politiques en dépit du climat actuellement tendu avec l'UE. Le gouvernement espère ainsi soumettre au Parlement avant le sommet de l'UE mi-décembre, une réforme du code pénal réclamée par Bruxelles.

Transfert illégal de données personnelles vers les Etats-Unis. Les responsables du Trésor américain ont passé un accord « *secret* » avec le réseau SWIFT, vaste banque de données des transactions financières internationales, qui gère les messages financiers pour 7.800 institutions financières, soit onze millions de transactions par jour. L'autorité européenne chargée de la protection des données estime que SWIFT a enfreint le droit de la vie privée, et demande également une clarification du rôle de la Banque centrale européenne (BCE). Son président Jean-Claude TRICHET a reconnu que la BCE était informée des transferts de données mais ne pouvait pas les empêcher.

AFRIQUE – AMERIQUE - ASIE

100 soldats français supplémentaires en République du Centrafrique suite à des attaques de rebelles dans le pays et alors que la situation se dégrade dans la région soudanaise voisine du Darfour, ce qui porte à 300 le nombre de soldats français présents dans la région. Ils devront appuyer les troupes régulières centrafricaines et une force régionale composée de soldats tchadiens, gabonais et congolais. Le Conseil de Sécurité de l'ONU s'est dit « très inquiet » de la situation au Soudan.

Rwanda : 9 mandats d'arrêts du juge BRUGUIÈRE. Il met en cause KAGAMÉ dans l'attentat contre HABYARIMANA qui a provoqué le génocide. Manifestation contre la France à Kigali, qui qualifie ces accusations de « *totalemment infondées* », ou de « *ragots et rumeurs* ». La France invoque l'indépendance de la justice.

Réunion des ministres de l'Economie et des Finances des 53 Etats membres de l'Union africaine (UA) réunis à Yaoundé. Ils ont demandé l'annulation de la dette de « *tous les pays* » du continent ainsi qu'une aide accrue de la part des bailleurs de fonds. Selon le FMI, la croissance en Afrique a résisté à la hausse des prix du pétrole et devrait atteindre un taux de 5,4% en 2006 et 5,9% en 2007. Il faudrait toutefois, pour le FMI, un taux de croissance économique de 7% pour réaliser le premier des « *objectifs du Millénaire* » de l'Onu, la réduction de moitié de la pauvreté d'ici 2015.

Mauritanie : 26 sièges sur 43 à l'opposition. Résultats du 1^{er} tour des législatives.

Sortir la tête de l'eau. Après la sécheresse, ce sont les pluies torrentielles qui s'abattent en Somalie et au Kenya depuis fin octobre. On compte au moins 110 morts dans les deux pays et près de 200.000 personnes déplacées au Kenya.

Japon – Conseil de Sécurité. Le Gouvernement conservateur japonais a lancé les prémices d'un « conseil national de sécurité » sur le modèle américain, chargé de répondre aux menaces militaires extérieures et d'assurer une meilleure coordination avec l'allié américain. Un groupe de travail de 14 membres présidé par le Premier ministre Shinzo ABE, s'est réuni pour la première fois. Il aura pour mission d'élaborer la forme définitive que prendra ce Conseil de sécurité.

Népal. Signature d'un accord de paix historique de partage du pouvoir qui avait été annoncé début novembre. Cet accord va mettre un terme à 10 ans de guerre civile qui a fait + de 12.500 morts.

PARLEMENT

Assemblée nationale

Projet de loi sur la délinquance. Adoption d'un amendement gouvernemental qui modifie les règles du permis à points en permettant à un automobiliste perdant un seul point de le récupérer automatiquement au bout d'un an au lieu de trois actuellement.

Sénat

Projet de loi de Finances. Le Sénat poursuit l'examen des articles de la première partie.

Télévision du futur. Adoption du projet de loi qui prévoit l'extinction définitive du signal analogique le 30 novembre 2011 au profit du numérique. Le basculement se fera par zone à partir de mars 2008 pour s'achever en novembre 2011, date à laquelle 95% de la population bénéficieront du numérique. Les 5% restant seront desservis par satellite, gratuitement.

CONSEIL DES MINISTRES

Projets de loi. Accord entre la France et la Fédération de Russie pour la coopération en matière de destruction des stocks d'armes chimiques en Fédération de Russie. / Modernisation du dialogue social : les projets de réforme envisagés pour le travail, l'emploi et la formation professionnelle seront soumis à une concertation préalable qui sera organisée sur la base d'un document d'orientation. Elle permettra aux organisations syndicales de faire savoir au Gouvernement si elles ont l'intention de négocier sur le sujet, et d'indiquer le délai qu'elles estiment nécessaire pour conduire une telle négociation. / Accès au crédit des personnes présentant un risque aggravé de santé.

Décrets. Organisation générale des services de soutien et de l'administration au sein des armées et de la Gendarmerie. / Détachement et intégration des militaires dans la fonction publique de l'Etat.

Communications. L'état des négociations internationales sur le climat. / L'emploi des personnes handicapées. / La lutte contre les violences faites aux femmes. / L'enseignement supérieur relevant du ministère de la Culture et de la Communication.

POLITIQUE INTÉRIEURE

Congrès des Maires de France. Le Président de la République, Jacques CHIRAC, y a abordé le socle des principes fondamentaux. Dans une tentative de réponse à la perte croissante du sentiment civique, Jacques CHIRAC a annoncé l'instauration d'une « cérémonie de citoyenneté » en mairie, qui s'adressera « à tous les jeunes majeurs, sous la forme d'un « accueil en mairie » où chacun se verrait remettre sa carte d'électeur ainsi qu'un « code républicain », qu'il signerait pour exprimer son adhésion aux valeurs de la République ». Le Chef de l'Etat a également confirmé l'installation de l'Observatoire national de la laïcité.

Pas de modification du calendrier électoral. Le ministre de l'Intérieur Nicolas SARKOZY a affirmé que le calendrier des élections cantonales, municipales et sénatoriales « *ne sera pas modifié* ». Les élections cantonales et municipales auront donc lieu, comme prévu par la loi du 6 décembre 2005, en mars 2008 et les élections sénatoriales en septembre 2008.

Service civique obligatoire. Dominique de VILLEPIN a réitéré son opposition à l'idée reprise tant dans le programme législatif de l'UMP que dans le projet du Parti socialiste. Cela supposerait de trouver autant de missions que de membres d'une classe d'âge, c'est-à-dire environ 800.000 personnes, a fait valoir Dominique de VILLEPIN. « *Rien ne serait pire que d'avoir des jeunes utilisés dans des placards comme l'ont été hier de jeunes recrues militaires utilisés à laver les latrines* », a-t-il ajouté. « *Ça n'est pas valorisant, ce n'est pas utile, ce n'est pas positif et on n'en sort pas avec une belle image de la société ni une belle image de soi-même. Passer neuf mois à ne rien faire, ça n'a jamais servi à quiconque* ».

La Bretagne et les Femmes... Dans la perspective du projet de loi renforçant la parité dans la vie politique, la Région Bretagne présidée par Jean-Yves Le DRIAN (PS), fait valoir que le Conseil régional compte 42 femmes sur 83 élus, soit un taux de féminisation de 50,6%. 8 femmes occupent des postes de vice-présidentes (sur 15 postes). Il y a également 8 députées sur 27, 30% soit deux fois plus que la moyenne nationale. Dans les communes de moins de 3.500 habitants où la parité n'est pas obligatoire, il y a 30% de femmes en 2001, contre 21% en 1995.

Impôtulaire... La TVA et la taxe d'habitation sont les deux impôts que les Français souhaitent voir baisser en priorité, bien avant l'impôt sur la fortune (ISF). Sondage LH2 pour 20 minutes. 40% souhaitent voir baisser la TAV, 36% la taxe d'habitation et 31% l'ISF. Viennent ensuite les cotisations sociales, 27%, la taxe foncière, 25% et la redevance télé, 23%.

ECONOMIE - DEFENSE

Pauvreté en France : recul. 6, 8 millions de personnes vivent en France sous le seuil de pauvreté, soit 788 euros par mois. Un chiffre en recul entre 1996 et 2004, mais qui s'est dégradé depuis. Le nombre de RMistes est, quant à lui, passé de 500.000 en 1990 à 1,26 million en 2005.

Accession à la propriété. Les nouveaux accédants à la propriété ont été plus nombreux en 2005, + 6,9% de plus que l'année précédente : 762.900 habitations ont été achetées dont 512.450 dans l'ancien

FRANÇAIS DE L'ETRANGER

AEFE – Conseil d'administration le 30 novembre. Budget primitif : le budget de l'Agence s'inscrit dans le programme 185 : rayonnement culturel de la France. A noter : 44,6 millions d'euros pour les bourses scolaires aux enfants français. Les charges de personnel se décomposent en 358 millions d'euros de salaires et indemnités divers, 1,05 millions d'euros d'impôts et de taxes sur rémunérations.

PRÉSIDENTIELLE 2007

Inscriptions sur les listes électorales. Les Français résidant à l'étranger peuvent voter dans les centres de vote à l'étranger. Ils peuvent donc s'inscrire sur la liste électorale auprès de leur consulat de résidence (voir site Internet du consulat). Leur inscription sur leur lieu de résidence à l'étranger facilitera leur vote. Ils n'auront ainsi plus besoin de procuration et voteront en personne dans les bureaux de vote à l'étranger - qui seront multipliés à cette occasion -. Bien sûr ils pourront continuer à voter en France pour les législatives, régionales municipales et cantonales...

! Attention ! Clôture des inscriptions le 30 décembre prochain !

SANTE – SOCIETE

Commémorations. Le Premier ministre a validé les grandes orientations de la politique de consommations historiques en 2007, notamment celles du 90^{ème} anniversaire des « *grands événements de 1917* ». Il s'agit du souvenir de la bataille du Chemin des Dames, batailles d'Arras et de Vimy, « au cours desquelles s'illustrèrent les combattants de l'Empire britannique, notamment canadiens ». Les entrées en guerre des Etats-Unis et du Portugal seront aussi commémorées.

Hooligans contre police en civil. Un supporter du club de football parisien PSG a été tué, un autre est grièvement blessé. C'est un policier en civil qui a tiré, acculé par 150 supporters alors qu'il tentait de protéger un supporter du club israélien, vainqueur du match contre le PSG. Le parquet de Paris et l'Inspection générale de la police nationale ont été saisis.

Drogue – baisse des prix. C'est ce que constat l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies pour la période 1999-2004. La plupart des pays, et la plupart des substances sont concernés. Le prix de l'herbe de cannabis a reculé de 12%, la cocaïne de 22%, l'héroïne de 45%, et l'ecstasy, de 47%. Si l'héroïne coûte 12 euros le gramme en Turquie, il en vaut 141 en Suède. La production afghane est pour beaucoup dans cette baisse des prix, comme l'explique le directeur de l'Observatoire européen des drogues.

Complications. 5 millions de femmes doivent être hospitalisées, chaque année dans le monde, à la suite de complications d'avortement. 68.000 en meurent dans les pays en développement, selon une étude à paraître dans une revue médicale britannique.

Violences conjugales. 113 homicides en 2006. 83% des victimes sont des femmes, soit un décès tous les 3 jours, contre un homme tué tous les 14 jours. Le Gouvernement a évalué pour la première fois le coût économique des violences conjugales et arrive pour 2004 à une estimation totale d'environ 1 milliard d'euros par an. Santé : 383 millions d'euros. Les coûts pour la police et la justice sont estimés à 232 millions d'euros. Restent les logements et la prestation sociale qui sont estimés à 89 millions d'euros.

« **Psychose** ». La police a trouvé le corps d'une femme que son fils conservait avec lui depuis 7 ans. Lin Chun-jan, 55 ans, a expliqué à la police taïwanaise qu'il attendait le jour de sa résurrection.

Globe trotter... New York augmente sa capacité d'hébergement : 5.000 chambres d'hôtel en 2007 et 13.000 d'ici à 2010 viendront étoffer les 72.000 existantes. Espagne : 51,9 millions de touristes l'ont visité de janvier à octobre 2006, soit 4,8% de plus que l'an passé sur la même période. La Catalogne et la capitale, Madrid, sont les principales destinations des touristes étrangers, Britanniques en tête (avec 14,5 millions).

CULTURE - MÉDIAS - NOUVELLES TECHNOLOGIES

France 24 : enfin ! On en parlait depuis longtemps. La chaîne d'information internationale en français sera lancée à partir du jardin des Tuileries le 6 décembre prochain, par satellite.

Wanted. En Grande-Bretagne, la traque de criminels sur le Net a commencé avec le site « *Crimestoppers most wanted* », lequel a reçu plus de 40 millions de « pistes » et conduit à 24 arrestations. Suite à ce succès, la méthode s'étend maintenant aux pédophiles. Certains d'entre eux figurent désormais sur <http://www.crimestoppers-uk.org/ceop/>

Voiture en kit. Pour environ 5.000 euros, le constructeur automobile japonais Mitsuoka Motor vend le modèle K-4, une voiture à monter soi-même. Compter à peu près trois jours de travail pour assembler toutes les pièces. Le mode d'emploi est joint...

LE PETIT HEBDO DE LA PRÉSIDENTIELLE

UMP : Nicolas, Michèle, Dominique, Jean-Louis et les autres. Nicolas SARKOZY a déclaré qu'il fera « *la semaine prochaine* » sa déclaration de candidature à l'élection présidentielle pour laisser « *le temps du débat* » dans sa famille politique. « *Aujourd'hui c'est le premier jour de l'ouverture de ce débat. Si je donnais ma réponse aujourd'hui, je ramènerais tout à ma propre personne* », a-t-il expliqué. « *Je veux que chacun soit libre de se déterminer* », a-t-il dit, en appelant Michèle ALLIOT-MARIE, Jean-Louis BORLOO et Dominique de VILLEPIN à être candidats dans le cadre de l'UMP. « *Je veux le débat, je ne veux pas la division* », a-t-il dit. Le Ministre de la Cohésion sociale, Jean-Louis BORLOO, a répondu qu'il ne serait pas candidat.

Apaisement relatif à l'UMP. Les membres du bureau politique du parti, réuni en présence de Nicolas Sarkozy et Michèle Alliot-Marie mais sans Dominique de Villepin, se sont mis d'accord à l'unanimité pour repousser au 31 décembre la date limite de dépôt des candidatures en vue du vote des militants. Nicolas Sarkozy, qui envisageait jusque-là de fixer la date limite au 5 décembre, a repoussé l'échéance pour inciter ses rivaux chiraquiens à se présenter au vote des militants. Le bureau politique a par ailleurs confirmé la date du 14 janvier pour la désignation du candidat qui sera soutenu par le parti à l'élection présidentielle de 2007. « *On s'est mis d'accord sur une méthode, un calendrier, une procédure. C'est une bonne nouvelle pour tous les électeurs de la majorité. J'en suis ravi pour eux* », a déclaré Nicolas SARKOZY devant la presse.

Thé ou Café ? Lors d'un petit-déjeuner en tête-à-tête, le Premier ministre Dominique de VILLEPIN a exposé au ministre de l'Intérieur et président de l'UMP, à Nicolas SARKOZY, les « *conditions* », selon lui, « *de la victoire* » de la droite en 2007, a-t-on indiqué de source gouvernementale. Le Premier ministre a redit son intention de se consacrer à l'action gouvernementale jusqu'aux élections dans un souci de « *rassemblement* » de l'UMP. Il a estimé que « *les résultats d'hier, c'est la légitimité des propositions de demain* ». Dominique de VILLEPIN a enfin réaffirmé que « *la priorité absolue* », c'était « *la victoire en 2007* ».

François BAYROU se dévoile le 2 décembre. Le Président du mouvement centriste a tenu à se démarquer de ses deux probables adversaires, en affirmant qu'il se plaçait hors de « *la guerre gauche – droite* », qui serait selon lui « *n'est plus de saison* ». François BAYROU devrait être le seul candidat à solliciter le soutien de son parti pour la Présidentielle. D'après M.BAYROU, le ministre Gilles de ROBIEN, qui conteste sa ligne et a créé son club de réflexion, ne se présentera pas contre lui.

PS - Le sacre ROYAL. Quelque 1.300 délégués participeront ce dimanche au congrès d'investiture de Ségolène ROYAL comme candidate du PS et du PRG à l'élection présidentielle d'avril-mai 2007. Les « *royalistes* » seront majoritaires dans l'assemblée. Dans chaque fédération, le nombre de délégués (986, plus les 306 membres du Conseil national) sera en effet proportionnel au score recueilli respectivement par Ségolène ROYAL, Dominique STRAUSS-KAHN et Laurent FABIUS. Une centaine de délégués représenteront le PRG. Les « *royalistes* » avaient proposé que MM. STRAUSS-KAHN et FABIUS s'expriment. Les deux hommes ont décliné l'offre, les partisans du premier ne

voyant pas l'intérêt que « *des expressions diverses encombrant le congrès* » qui doit être celui du « *rassemblement* ».

La décentralisation de Ségolène ROYAL. « *Une campagne près des gens, participative et décentralisée* ». Ségolène entend donner la priorité au terrain, à l'écoute des électeurs et des élus socialistes, plutôt que d'opérer un rassemblement à partir d'un accord d'état-major avec les chefs de courant, en rupture avec celle de Lionel JOSPIN en 2002. Elle a déjà annoncé qu'elle ferait une tournée de toutes les régions pendant sa campagne, car elle veut « *débloquer la France à partir du dynamisme des territoires qui la composent* ».

JOSPIN vote ROYAL. Le candidat malheureux Lionel JOSPIN, qui avait critiqué sèchement les orientations politiques de Ségolène ROYAL avant de renoncer à se présenter aux primaires, a fait savoir qu'il allait « *de soi* » qu'il la soutenait. Elle « *est désormais la candidate de tous les socialistes dont je suis* », a-t-il dit, précisant qu'il s'efforcera « *de contribuer à la victoire contre la droite* ».

Les Antilibéraux dans l'impasse. Pour Clémentine AUTAIN, adjointe au maire de Paris, le PCF, qui veut imposer sa candidate Marie-George BUFFET comme représentante des antilibéraux, « *doit faire un geste* » qui permettra de « *sortir de l'impasse provisoire* ». « *Sans le PCF, il n'y a pas de rassemblement possible, mais sans les autres, il n'y a pas de rassemblement non plus* », a-t-elle estimé. José BOVÉ a lui aussi appelé à « *dépasser nos différences* » et ne pas « *rester dans nos frilosités* », sinon « *on va au clash* ».

« On va droit dans le mur ! » Exclamation de l'ancien Premier ministre Jean-Pierre RAFFARIN, très critique envers les actuelles divisions au sein de l'UMP. Celui qui se dit « *désintéressé* » a fustigé « *toutes ces petites phrases, [et] ceux qui mettent leur ego avant l'intérêt supérieur du pays* ». S'engageant à œuvrer pour l'union, M. RAFFARIN souligne que « *toutes les sensibilités doivent pouvoir s'exprimer, il faut la diversité dans des forums thématiques et il faut l'unité le 14 janvier* ».

LE PEN peine. Le Président du FN a de nouveau demandé aux maires « *d'avoir le courage d'assumer leur responsabilité* » en lui accordant suffisamment de parrainages pour participer à l'élection présidentielle. Il a demandé dans un courrier au Premier ministre qu'il impose la confidentialité des parrainages. Il s'est également plaint de la division par deux du nombre de jours pendant lesquels les signatures peuvent être recueillies.

Sondage : LE PEN à 17% des intentions de vote. Un sondage de l'institut CSA réalisé pour Le Monde et i Télé, crédite M. LE PEN de 17% des intentions de vote au premier tour de l'élection présidentielle, un niveau inédit.

CARNET

Distinction

Notre collègue **Guy MAKKI**, Conseiller à l'AFE, s'est vu remettre les insignes de Chevalier de l'Ordre national de la Légion d'Honneur au Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.

Avec les chaleureuses félicitations de la Rédaction.

Décès

Philippe NOIRET, décédé à l'âge de 76 ans des suites d'une longue maladie, aura promené son élégance et son hédonisme à la scène et à l'écran durant plus d'un demi-siècle, s'imposant comme l'un des plus grands acteurs français du siècle écoulé. Il aura joué dans environ 125 films, comme *Les ripoux* ou *Cinema Paraiso*.

Robert ALTMAN. Le cinéaste américain est décédé à 81 ans. Il a réalisé *M.A.S.H.*, *Short Cuts*, *The Player*. Oscar en mars pour sa carrière.

Nominations

Hervé JOUANJEAN, secrétaire général adjoint de la Commission européenne.

Le contre-amiral Yann TAINGUY devient attaché de défense près l'ambassade de France à Londres.

INFOS Hebdo - Copyright : Robert del PICCHIA - **Editeur :** Le sénateur Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERNIN. **Clause de non responsabilité :** L'Editeur s'efforce de diffuser des informations équilibrées, exactes et à jour mais sans garantie. Les informations contenues dans INFOS Hebdo ne sont données qu'à titre indicatif. La responsabilité ne peut être engagée sur la seule base des informations dispensées dans cette publication. **Adresse.** Palais du Luxembourg - Sénat - 75291 Paris. Cedex 06 - **Tel :** +33 1 42 34 26 87. **Fax:** +33 1 42 34 42 08. **Mails :** r.delpicchia@senat.fr ; r.delpicchia@wanadoo.fr